

## CONJONCTURE ECONOMIQUE

Décembre 2025

Durant l'année 2025, la croissance du PIB s'améliore sous l'effet du bon comportement du secteur agricole et du tourisme et de la reprise de la croissance du secteur manufacturier alors que pour les autres secteurs la croissance continue à être atone. L'inflation diminue mais demeure encore élevée pour l'alimentation et le taux de chômage baisse bien que le marché de l'emploi demeure tendu pour les jeunes et les diplômés du supérieur.

L'investissement connaît quelques évolutions favorables qui concernent essentiellement l'investissement étranger.

Le déficit de la balance des paiements augmente sous l'effet du creusement du déficit commercial, malgré la bonne tenue des recettes touristiques et des revenus du travail. Le déficit courant demeure toutefois dans des limites tolérables.

Le budget de l'Etat a connu, de son côté, une détente dans la mesure où l'équilibre du Budget s'est traduit par un excédent à fin septembre 2025 avec toutefois des baisses pour certaines dépenses notamment les dépenses de gestion et d'investissement.

Les développements qui suivent expliciteront ces évolutions au niveau des différents agrégats.

### 1. La production : une reprise de la croissance sous l'effet du bon comportement du secteur agricole et le raffermissement du secteur avec des baisses au niveau de certains autres secteurs

Selon les statistiques de l'INS, le PIB en volume a enregistré une croissance au taux de 2,5 % sur un an au cours de l'année 2025 contre 1.6% en 2024.

Cette croissance s'explique essentiellement par la forte progression de la valeur ajoutée du secteur agriculture, sylviculture et pêche de 10.3 % en volume contribuant ainsi, de l'ordre de 1 point de pourcentage à la croissance du PIB de 2.5%. La croissance s'explique également par la dynamique observée au niveau du secteur hôtel, café et restaurant (+ 6.8% contre 1.5% en 2024), de la relance du secteur des industries mécaniques et électriques (6.2% contre 1.5% en 2024) et de la progression de l'extraction minière (24.2%).

En revanche, d'autres secteurs connaissent une croissance modérée à faible et certains secteurs enregistrent même une baisse de la croissance à l'instar du textile, habillement et cuir (-2.6%), des activités financières et d'assurances (-8.2%), du raffinage de pétrole (-20.5%) et de l'extraction du pétrole et du gaz comme le montre le tableau suivant :

Secteurs ayant enregistré une croissance élevée (en %)	2024	2025
Agriculture	9.0	10.3
Mines	12.8	24.2
Hôtels, cafés et restaurants	3.9	6.8
Industrie mécanique et électrique	1.5	6.2
Industrie agricole et alimentaire	2.6	4.5

#### Secteurs ayant enregistré une croissance faible

Dont :

Industrie chimique	-1.9	3.2
Information et communication	1.5	2.0
Commerce et réparation	-1.1	0.7
Transport et entreposage	2.7	0.7

#### Secteurs ayant enregistré une baisse de la VA

Textile, habillement et cuir	-	-5.5	-2.6
Activités financiers et d'assurance		-2.6	-8.2
Raffinage de pétrole		11.4	-21.5
Extraction du pétrole et du gaz naturel		-19.4	-10.9

La croissance du PIB en 2025 de 2,5 %, demeure en deçà de l'objectif 3,2% prévu dans le budget économique. Le tableau précédent montre qu'il existe des marges pour réaliser une croissance plus élevée par la relance des secteurs à faible croissance comme le secteur Information et communication, le commerce et réparation et le transport et entreposage et certains secteurs à croissance négative comme le textile cuir et chaussure, Activités financières et d'assurance... Ceci nécessite la réalisation d'analyses sectorielles et l'identification d'actions permettant la relance de ces secteurs à court terme et partant la concrétisation de l'objectif de croissance du PIB de 3.3% retenu dans la loi des Finance pour 2026.

Pour le moyen terme le développement de l'investissement demeure un impératif pour assurer une croissance durable permettant de rattraper le retard enregistré et résorber le chômage.

## 2. Le marché de l'emploi : Baisse du taux de chômage mais le marché continue à être tendu pour les jeunes et les diplômés du supérieur

Au quatrième trimestre de 2025, la population active s'inscrit en baisse, s'établissant à 4255 mille individus contre 4532 mille au quatrième trimestre de l'année 2024, soit une baisse de 277 mille individus. Cette baisse s'explique par la baisse de 329 mille au niveau des femmes qui renoncent à demander d'emplois alors que pour les hommes on enregistre une légère hausse de 52 milles :

Evolution de la population occupée (en millier)	4 <sup>e</sup> trimestre 2024	4 <sup>e</sup> trimestre 2025	Variation
Hommes	2 879	2 931	+52
Femmes	1 653	1 324	-329
<b>Ensemble</b>	<b>4 532</b>	<b>4 255</b>	<b>-279</b>

Le nombre d'occupés a diminué de 174 mille, pour s'établir à 3610 mille au quatrième trimestre de l'année 2025, contre à 3784 mille au quatrième trimestre de 2024. Ce chiffre de baisse d'emplois est préoccupant et mérite d'être approfondie. Il concerne les femmes -233 Mille.

Evolution des occupés	4e trimestre 2024	4etrimestre2025	Variations
Hommes	2 514	2 562	+ 48
Femmes	1 271	1 048	-233
Ensemble	3 784	3610	- 174

Le taux de chômage diminue sauf pour les diplômés du supérieur.

Le taux de chômage global diminue pour atteindre 15,2%, contre 16.2% une année auparavant.

Par sexe, le taux diminue à 12.6% pour les hommes contre 13.3 % au quatrième trimestre 2024, et à 20.8% contre 23.1% au quatrième trimestre 2024 chez les femmes.

Le taux de chômage des jeunes âgés de 15 à 24 ans a diminué au cours du quatrième trimestre 2025, atteignant 38.4 % contre 39.9 % au quatrième trimestre de 2024. Ce taux se décompose en 37 % pour les hommes et 41.3 % pour les femmes.

Le taux de chômage des diplômés de l'enseignement supérieur augmente pour atteindre 22.5% au quatrième trimestre de l'année 2025 contre 16.7% au quatrième trimestre 2024. Ce taux est de 11.7 % chez les hommes et de 30.5 % chez les femmes.

### 3. L'investissement enregistre quelques signaux d'amélioration mais l'investissement national reste atone

En 2025, l'investissement enregistre des signaux d'amélioration. Ceci apparait au niveau de l'évolution des importations de biens d'équipement, indicateur important, largement corrélé avec l'investissement, qui augmentent de 14.4%% par rapport à 2024.

Le volume total des investissements déclarés a enregistré, de son côté, selon Tunisia Investment Authority, une progression significative de 39,3 % par rapport à 2024. Mais encore faut-il que ces déclarations se traduisent dans le futur par la réalisation effective des projets déclarés.

Cette progression s'explique notamment par le secteur des services qui connaît une hausse de 75 % des investissements déclarés. Le tourisme connaît une croissance exceptionnelle de 238 %, portée notamment par un projet majeur de 300 MDT à Jendouba.

L'agriculture affiche une augmentation notable de 11,6 % Parallèlement, les énergies renouvelables consolident leur rôle stratégique avec 1 685,1 MDT (20 % du total).

Les investissements directs étrangers (IDE) ont progressé de leur coté de 27,7 % pour atteindre 2 536 MD, contre 1 986,4 MD un an plus tôt.

Le secteur des industries manufacturières enregistre une progression de 24,6 % qui s'explique notamment par la vitalité de la filière des composants automobiles et l'essor des véhicules électriques.

Parallèlement, le secteur de l'énergie connaît une envolée, avec une hausse de 35 %. Cette envolée est principalement tirée par les projets dédiés aux énergies renouvelables et à l'hydrogène vert, particulièrement dans les régions de Kairouan et Sidi Bouzid.

Le secteur agricole connaît un bond exceptionnel dû en grande partie à la concrétisation d'un projet néerlandais intégré de 50 MD dans la région de Haïcha (Gabès). Ce dernier associe agriculture sous serres, énergie géothermique et dessalement d'eau sur une superficie de 300 hectares

Il importe de souligner que l'évolution favorable de certains indicateurs relatifs à l'investissement est essentiellement liée à la dynamique que connaît l'investissement étranger.

L'investissement national, qui constitue l'essentiel des investissements, reste toutefois atone. En effet les dépenses d'investissement de l'Etat diminuent de 12.2% durant les neuf premiers mois de 2025.

L'investissement privé ne semble pas connaître une évolution significative. Ceci apparaît au niveau de l'évolution de l'encours des crédits bancaires qui augmente globalement de 3.1%. L'évolution des crédits aux entreprises publiques augmentent de 9.5 %. Les crédits aux entreprises privées évoluent faiblement et sont destinés essentiellement à l'exploitation.

Par ailleurs les emprunts de l'Etat sur le marché intérieur accaparent une part importante des ressources des banques, environ un tiers du total, exerçant ainsi un effet d'éviction sur le secteur privé.

#### 4. L'inflation : Poursuite de la détente de l'inflation

Le taux d'inflation pour l'ensemble de l'année 2025 a baissé à 5,3 %, contre 7% en 2024.

Les prix des produits alimentaires ont augmenté, en glissement annuel, de 6,1%. Ceci s'explique principalement par la hausse des prix de la viande d'agneau de 17,3%, des fruits frais de 16%, des légumes frais de 14%, de la viande bovine de 10,6% et des poissons frais de 9,9%.

Les prix des produits manufacturés augmentent de 4,9% en raison de la hausse des prix des produits de l'habillement et chaussures de 9,1% et des produits d'entretien courant du foyer de 5,1%.

Pour les services, l'augmentation des prix est de 3,9% sur un an, principalement expliquée par l'augmentation des prix des services d'hébergement (+11,6%).

Les prix des produits libres augmentent de 6,1% sur un an. Les prix des produits encadrés augmentent quant à eux de 0,8%. Les produits alimentaires libres ont connu une hausse de 7% contre 0,3% pour les produits alimentaires à prix encadrés.

Concernant la contribution à l'inflation par secteur, le groupe « Produits manufacturés » et le groupe « Services » sont les secteurs ayant apporté la plus forte contribution à l'inflation globale soit respectivement 1,9% et 1,3%.

Pour ce qui est de la contribution à l'inflation par régime, le groupe « Non alimentaire libre » et le groupe « Alimentaire libre » sont les groupes ayant apporté la plus forte contribution à l'inflation soit respectivement 3,1% et 1,6%.

#### 5. Les échanges commerciaux : Le déficit de la balance commerciale s'aggrave sous l'effet du creusement du déficit énergétique

Les résultats des échanges commerciaux de la Tunisie avec l'extérieur aux prix courants durant l'année 2025 montrent que les exportations ont augmenté de 2.6 % contre une augmentation de 5.5 % des importations.

Suite à cette évolution le déficit commercial s'établit à 21800,3 MD en 2025 contre 18927,6 MD durant l'année 2024. Le taux de couverture a atteint un niveau de 74,5% contre 76,6% durant l'année 2024.

En MD	Année 2023	année 2024	année 2025	2024/23	2025/24
Exportations	62 077.3	62 077.6	63 695.1	0.0%	2.6%
Importations	79 146.3	81 005.2	85 495.4	2.3%	5.5%
Déficit commercial	17.069.0	18 927.6	21 800.3		
Taux de couverture	78.4%	76.6 %	74.5 %		

Selon les secteurs, les exportations ont enregistré une hausse dans le secteur mines, phosphates et dérivés de (+15%) et le secteur des industries mécaniques et électriques de (+8,7%).

Par ailleurs, les exportations ont enregistré une baisse dans le secteur de l'énergie de (-30,2%) sous l'effet de la diminution de nos ventes des produits raffinés (1009,4 MD contre 1836,3 MD), dans le secteur des industries agro-alimentaires de (-7,4%) à la suite de la baisse de la valeur des ventes en huiles d'olives (4072,8 MD contre 4858,9 MD), ainsi que pour le secteur textile, habillement et cuirs de (-1,7%).

Selon le groupement des produits, les importations ont enregistré une augmentation au niveau des biens d'équipement de (+14,4%) et des matières premières et demi-produits de (+6,8%) et au niveau des biens de consommation (+11,7%). En revanche les importations des produits énergétiques ont enregistré une baisse de 6% et les produits alimentaires de -8,4%.

Le solde de la balance commerciale (-21800,3 MD) provient essentiellement du groupe des produits énergétiques de (-11143,9 MD). Le déficit de la balance commerciale hors énergie se réduit à (-10656,4 MD), tandis que le déficit de la balance énergétique s'établit à (-11143,9 MD)

## 6. 6- Situation de la balance des paiements : Augmentation du déficit courant mais qui reste dans des limites raisonnables

Au niveau du secteur extérieur, l'année 2025 s'est soldée par un déficit courant de 2.350 MDT ou 2,5% du PIB (contre 2.576 MDT ou 1,6% du PIB un an auparavant). Ce creusement s'explique par l'aggravation du déficit commercial, partiellement compensé par l'amélioration des revenus de travail et des recettes touristiques : Les recettes touristiques augmentent de 6.2% à 7 887 MD et les revenus du travail de 10.6% à 8 467MD. Ce niveau (2.5% du PIB) demeure toutefois raisonnable.

Les avoirs en devises s'élèvent à 24,8 milliards de dinars à fin décembre 2025 soit 105 jours d'importation, contre 27.4. milliards et 122 jours d'importation une année auparavant.

## 7. Le budget de l'Etat : Amélioration des indicateurs budgétaires

Selon les données disponibles sur les résultats de l'exécution du budget de l'Etat à fin septembre 2025, on note une progression des recettes de 6.9% contre 6.4 initialement prévue par la Loi des Finances pour 2025, plus rapide que celle des dépenses de 2.7% contre une prévision initiale de 5.7% initialement prévus. Certaines dépenses accusent des retards d'exécution.

La hausse des recettes budgétaires s'explique essentiellement par l'augmentation des recettes fiscale de 7,6% à 33,4 milliards de dinars et la hausse des recettes non fiscales de 13,6% à 2,4 milliards de dinars.

Pour les charges on note :

- l'augmentation des dépenses de rémunération de 5%, à 17,4 Milliards de dinars,

- La hausse des dépenses d'intervention de 10,8%, à près de 9,2 Milliards de dinars.

En revanche, les dépenses d'investissement et de gestion ont diminué respectivement de 12,2% et 13,4%, pour s'établir à 2,7 et 1,2 Milliard de dinars.

Les charges de financement liées aux intérêts de la dette ont légèrement diminué de 4,1%, à 4,7 Milliards de dinars.

Pour la mobilisation des ressources de financement, l'évolution est marquée par un recours accru à l'endettement intérieur.

Les ressources d'emprunts ont été mobilisées à concurrence de 15.5 Milliards sur le marché local, dont 9.1 Milliards de BTA et 2.3 Milliards de BTCT. L'endettement extérieur s'est limité à 3.1 Milliards, répartis en 1.8 Milliards d'appui budgétaire, 1.5 Milliards d'emprunts extérieurs affectés aux projets de l'État et 0.3 Milliards d'emprunts rétrocedés.

L'encours de la dette publique s'élève à 136 624,8 Milliards à fin septembre 2025 avec une augmentation de la dette publique intérieure et une baisse de la dette extérieure. :

En Millions de dinars	9 mois 2024		9 mois 2025		
<b>Dette publique</b>	<b>129 504</b>	<b>100.0</b>	<b>136 384</b>	<b>100.0</b>	<b>5.3 %</b>
Intérieure	67 714	52.3	80 314	58.9	18.6%
Extérieure	61 790	47.7	56 111	41.1	-9.0%

Pour l'ensemble de l'année 2025 le déficit budgétaire est estimé, dans la Loi des Finances 2026, à 5.2% du PIB, contre des prévisions initiales de 5.5%. Ce résultat s'explique par une hausse des 7.3% des recettes et une augmentation contenue des dépenses..

## 8. Le secteur monétaire et financier.

Les indicateurs monétaires sont marqués en 2025 par le niveau de l'activité économique et par l'effet de la mise en œuvre de la nouvelle réglementation des chèques ainsi que par le mode de financement du budget de l'Etat.

Ainsi, les billets et monnaie en circulation progressent de 19.1% sur un an. Cette hausse s'explique principalement par la promulgation de la loi sur les chèques et la suppression de la limite légale pour la détention des sommes en espèce et de l'exigence pour de justification pour la détention de fonds.

Le refinancement de la BCT enregistre une baisse de l'ordre de 11.5%. Un faible volume de refinancement peut indiquer une situation économique plus stable et moins de demandes de crédit.

Les créances sur l'Etat sont marquées par une augmentation de 26.1% de l'encours des bons de trésor qui s'élève à 34.1 Milliards de dinars avec une baisse de 58.7% de l'encours des bons du trésor à court terme et une augmentation de 58.0% des bons du trésor assimilables.

MD	Billets	Refinancement	Bons de trésor	Devises	€/22 581	\$/DT
31/12/24	22 581	13 104	27 011	27 352	3.3235	3.1829
31/12 /25	26 890	11 594	34 047	24 797	3.3766	2.8804
<b>Evolution en %</b>	<b>19.1</b>	<b>-11.5</b>	<b>26.1</b>	<b>-0.9</b>	<b>-1.6</b>	<b>-9.2</b>

## Conclusion

La situation économique en 2025 présente certaines améliorations. La croissance du PIB connaît une reprise qui s'explique essentiellement par celle de l'agriculture et du tourisme et par la reprise relative de la croissance dans le secteur industriel. La baisse de l'inflation se poursuit et le taux de chômage diminue sauf pour les diplômés du supérieur avec une forte baisse de la population active.

L'évolution de l'investissement est plutôt mitigée. La dynamique des IDE n'est pas accompagnée par la reprise escomptée des entreprises nationales.

Le déficit courant de la balance des paiements augmente sous l'effet des pressions exercées par les importations, tout en restant dans des limites raisonnables :

Deux enjeux majeurs se dégagent : la consolidation de la reprise des exportations notamment industrielles et la stimulation des investissements des entreprises nationales notamment privé.

Dans ce cadre des efforts doivent être déployés pour améliorer la compétitivité du produit tunisien, améliorer le climat des affaires et renforcer l'attractivité de l'économie en vue d'assurer une reprise significative de l'investissement. Ce qui permet d'assurer une croissance soutenue susceptible d'intensifier les créations d'emploi, de réduire de manière durable le taux de chômage, tout en contribuant à l'amélioration des équilibres financiers.

**Mots clés : Note de conjoncture décembre 2025, bulletin de conjoncture S2 2025**